

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal du Liban

N° 164 du 13.08 au 19.12.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_libanais.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libanais.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants .... idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Vidéo: Le général Wesley Clark dévoile un secret d'État.

Le Liban ne votera pas pour des sanctions contre la Syrie.

Le Hezbollah tire à boulets rouges sur le tribunal et dément les informations du « Time ».

Les relents de la guerre

Israël a(urait) fait exploser un de ses dispositifs de surveillance au Liban-Sud.

c) Finul

Opex : Une patrouille française cible d'une nouvelle attaque au Liban.

1-1 Politique Libanaise.

Tribunal international de l'ONU

1 'Le Monde' : Le tribunal spécial pour le Liban publie la totalité de l'acte d'accusation sur le meurtre d'Hariri.

2-2 Politique Israélienne

Israël appelle la Russie à revoir sa diplomatie !

3 Politique internationale

L'ambassadeur de l'Iran au Liban: l'Iran est prêt à équiper l'armée libanaise 4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

4-1 Le Hezbollah accuse le TSL d'avoir occulté la violation par Israël du secteur des télécoms.

5 Dossier .

5-1 Pierre Khalaf : Liban : Les énièmes faux calculs de la coalition pro-occidentale.

5-2 Hassan Illeik : Le Hezbollah à la CIA : « Nous vous surveillons ! ».

6-1 « The Guardian » se penche sur les femmes qui débarrassent le Liban des bombes à fragmentation.

-----

-----

Tiré à part

Vidéo: Le général Wesley Clark dévoile un secret d'État.

Les États-Unis avaient programmé d'intervenir en Irak, Syrie, Libye, Somalie, Soudan, Iran, dès septembre 2001

Le général Wesley Clark affirme, dans un enregistrement daté de 2007, que le Pentagone avait programmé d'intervenir militairement en Irak et en Libye, -ainsi qu'au Liban, en Syrie, en Somalie, au Soudan, en Iran- dix jours après les attentats du 11 septembre 2001.

1er septembre 2011

[http://www.youtube.com/watch?v=g76qW4kDfkY&feature=player\\_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=g76qW4kDfkY&feature=player_embedded)

-----

Le Liban ne votera pas pour des sanctions contre la Syrie.

Le Liban ne votera pas en faveur de sanctions contre la Syrie lors de la réunion de la Ligue arabe jeudi au Caire, a affirmé le ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour.

"Le Liban n'approuvera aucune sanction de la Ligue arabe contre la Syrie", a déclaré M. Mansour à une radio locale avant de se rendre dans la capitale égyptienne.

"Nous déciderons si nous votons contre ou si nous nous abstenons en fonction des discussions du Caire", a-t-il dit.

Face à la répression par Damas d'un mouvement de contestation sans précédent, les ministres arabes des Affaires étrangères tiennent jeudi au Caire une nouvelle réunion sur la situation en Syrie.

L'ultimatum de la Ligue pressant Damas de cesser la répression a pris fin samedi à minuit, exposant désormais la Syrie à des sanctions économiques arabes.

-----

Le Hezbollah tire à boulets rouges sur le tribunal et dément les informations du « Time ».

Le Hezbollah a poursuivi hier ses attaques contre le TSL et la teneur de l'acte d'accusation, démentant les informations parues dans le magazine Time.

« Ils essayent, par tous les moyens, de nous entraîner loin de nos priorités, vers l'arène qu'ils ont fixée pour y mener leur bataille.

Mais nous ne nous laisserons pas faire. » C'est ce qu'a déclaré hier le chef du bloc parlementaire du Hezbollah, Mohammad Raad, lors d'un iftar.

Rappelant que l'ennemi premier du Hezbollah est « l'entité sioniste » et « tous ceux qui la soutiennent, à leur tête les États-Unis », le député a affirmé que « ni le Tribunal (spécial pour le Liban) ni la tentative de court-circuiter les mouvements populaires pourront nous dissuader de soutenir les vrais résistants qui connaissent le chemin de la réforme et du changement », entendre les quatre accusés notamment.

Et de poursuivre dans une allusion à Israël et aux États-Unis : « Ils cherchent à nous bernier avec les détails de ce qui se passe autour de nous, afin qu'ils puissent faire passer leur complot (...). Seuls les résistants connaissent le danger que représentent l'ennemi sioniste et le complot américain qui se faufile à travers ce qu'on a appelé le chaos constructif visant à remodeler la région sous l'appellation du nouveau Proche-Orient. »

Selon lui, les pressions exercées sur la Syrie « visent précisément à cibler la résistance au Liban ».

De son côté, le secrétaire général adjoint du Hezbollah, cheikh Naïm Kassem, a indiqué que le TSL « est utilisé comme outil pour faire front à la résistance et lui nuire ». Le dignitaire chiite, qui s'exprimait samedi lors d'un iftar, a affirmé que le tribunal a été créé « afin de porter atteinte à l'axe de la résistance et de la moumanaa ».

« Celui qui examine de près l'acte d'accusation de Bellemare (Daniel) peut constater qu'il s'est fondé sur des preuves circonstanciées qui, selon la théorie que le procureur soutient, sont plus importantes que les preuves concrètes. Or, on ne trouve aucune preuve tangible dans ce document », a encore précisé cheikh Kassem, qui a ajouté que le procureur du TSL n'a fait qu'avancer des « analyses hypothétiques ».

Le dignitaire chiite a ainsi appelé l'ancien Premier ministre, Saad Hariri, à couper les liens avec une instance internationale « trompeuse et injuste », l'invitant à se joindre au parti « afin que l'on puisse chercher ensemble la vérité au lieu de les laisser se jouer de notre pays et des sentiments de notre peuple ».

« Ce tribunal-là n'a pas été mis en place pour découvrir les auteurs de l'assassinat de votre père, mais pour faire tort au Liban et pour y semer la discorde », a-t-il insisté, montrant du doigt « le projet israélo-américain » dans la région.

« Ne voyez-vous donc pas qu'ils ont clairement annoncé, en juillet 2006, qu'ils veulent faire du Liban la porte du nouveau Proche-Orient? » s'est encore demandé le dignitaire chiite.

Le député du Hezbollah, Hassan Fadlallah, a également insisté sur le caractère « circonstanciel » des preuves, démentant au passage ce qui a été publié par le Time.

« Cette interview n'a pas eu lieu, et ce qui a été publié est mensonger », a-t-il dit dans un entretien accordé à la New TV. Le député a plaidé en faveur des accusés, « des résistants honnêtes et innocents, qui subissent une injustice monstre ». Et de lancer un appel à l'État pour ouvrir une enquête sur l'enquête et les enquêteurs.

« Il y va de la responsabilité de l'État d'enquêter sur la partie qui a monté ce roman policier. Nous avions d'ailleurs demandé que ce dossier (l'acte d'accusation) soit joint à celui des faux témoins », a-t-il ajouté.

Pour le ministre d'État pour la Réforme administrative, Mohammad Fneich, la situation reste « inchangée » avant et après l'acte d'accusation. «

La bataille se poursuivra en vue de mettre un terme aux atteintes faites à la résistance et pour démonter la non-crédibilité du tribunal », a-t-il dit.

« D'ailleurs, a ajouté le ministre, le tribunal s'est lui-même décrédibilisé, en s'abstenant de rechercher les véritables assassins et de faire justice. »

[http://www.lorientlejour.com/numero/4630/article/718693/Le\\_Hezbollah\\_tire\\_a\\_boulets\\_rouges\\_sur\\_le\\_tribunal\\_et\\_dement\\_les\\_informations\\_du\\_%3C%3C+Time+%3E%3E.html](http://www.lorientlejour.com/numero/4630/article/718693/Le_Hezbollah_tire_a_boulets_rouges_sur_le_tribunal_et_dement_les_informations_du_%3C%3C+Time+%3E%3E.html)

-----

-----  
Les relents de la guerre

a) Israël

Israël a(urait) fait exploser un de ses dispositifs de surveillance au Liban-Sud.

Une énorme explosion est survenue au Liban-Sud entre les villages de Deir Kifa et Srifa. Elle a été entendue à des kilomètres à la ronde.

Alors que l'origine de l'explosion restait indéterminée, le Hezbollah a annoncé, dans un communiqué, que la « résistance islamique a fait échec à une opération d'espionnage israélienne ».

Le communiqué ajoute que la résistance « a découvert un dispositif israélien sur le réseau fixe des télécommunications dans la vallée entre les deux villages de Srifa et de Deir Kifa, et ce avant que l'ennemi israélien ne le fasse exploser par le biais d'un avion d'observation ». Le communiqué assure qu'aucun des membres de la résistance n'a été blessé.

Selon le site Nowlebanon, des membres du Hezbollah ont aussitôt créé un cordon sécuritaire dans la région. Il a précisé qu'une patrouille des FSI basée à Jouaya, au Sud, s'est dirigée vers le lieu de l'explosion pour mener l'enquête, alors que des avions israéliens survolaient la région.

Multiplication des patrouilles

Parallèlement, le service d'orientation de l'armée a indiqué hier dans un communiqué qu'un avion israélien d'observation a survolé l'espace aérien libanais au-dessus de Naqoura, avant-hier soir à 19h15.

Par ailleurs et selon l'ANI, l'armée israélienne a effectué plusieurs patrouilles le long de la ligne de Ghajar et jusqu'aux hauteurs de Kfarchouba. Entre-temps, des avions et des hélicoptères israéliens survolaient la région des hameaux de Chebaa et du Arkoub.

L'ANI précise que trois chars israéliens et environ 20 soldats ont pris part aux patrouilles. L'agence ajoute que des patrouilles israéliennes ont également longé la clôture métallique de la ligne bleue depuis Mtollé jusqu'au point Himari.

[http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/734594/Israel\\_aurait\\_fait\\_exploser\\_un\\_de\\_ses\\_dispositifs\\_de\\_surveillance\\_au\\_Liban-Sud%2C\\_selon\\_le\\_Hezbollah.html](http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/734594/Israel_aurait_fait_exploser_un_de_ses_dispositifs_de_surveillance_au_Liban-Sud%2C_selon_le_Hezbollah.html)

-----

c) Finul

Opex : Une patrouille française cible d'une nouvelle attaque au Liban.

La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Cinq militaires français appartenant à la Force intérimaire des Nations unies (FINUL) et un civil ont été blessés, ce 9 décembre, lors d'une attaque ayant visé leur patrouille dans la région de Bourj Chemali, au sud de la ville côtière de Tyr, au Liban-Sud. A priori, un engin explosif improvisé (IED) a été déclenché lors du passage de leur véhicule.

Deux soldats français ont été admis dans un hôpital pendant que les trois autres – une femme et deux hommes – ont été soignés sur place. L'explosion a été relativement puissante étant donné qu'elle a creusé un cratère d'un mètre de profondeur.

Cette attaque est la troisième ayant visé la FINUL cette année. En mai dernier, des militaires italiens avaient été blessés par l'explosion d'un engin explosif improvisé. Elle fait également suite à celle qui avait également visé un convoi français de la Finul le 26 juillet dernier, et au cours de laquelle, 6 militaires appartenant au 515<sup>ème</sup> Régiment du Train et au 1<sup>er</sup> Régiment de Chasseurs furent touchés. Trois d'entre eux avaient été transportés à l'hôpital civil de Saïda.

Suite à cet attentat, le président Sarkozy avait menacé de revoir la participation française à la Finul dans un courrier adressé à Michel Sleiman, son homologue libanais. « L'attaque du 26 juillet 2011, si elle devait se renouveler, ne pourrait que poser la question de la justification pour la France de maintenir ses soldats face à des risques qui ne seraient pas traités comme ils devraient l'être par le pays d'accueil. Il est en conséquence essentiel que des actions rapides de sécurisation soient prises, notamment sur l'axe de communication nord-sud » avait-il écrit.

En novembre, des menaces sur la FINUL avaient été évoquées par des sources diplomatiques occidentales. Des mouvements palestiniens, chargés de surveiller les mouvements des casques bleus autour du camp de Rachidiyeh, avaient également été rapportés par l'agence al-Markaziya.

Reste à déterminer les commanditaires de ces attaques. Il n'est pas exclu que des éléments du Hezbollah, soient impliqués, en raison de la position de la France à l'égard du régime syrien de Bachar el-Assad, soutenu par la milice chiite libanaise.

Environ 1.300 militaires français sont actuellement déployés au Liban, dans le cadre la résolution 1701 des Nations unies, adoptée après le conflit ayant opposé Israël au Liban. Plus de 350 d'entre eux sont affectés dans les états-majors de la FINUL et environ 850 arment la Force Commander Reserce (FCR), commandée depuis octobre par le colonel Cédric du Gardin, chef de corps du 1<sup>er</sup> Régiment de Tirailleurs d'Epinal.

Au cours de son audition par la commission Défense de l'Assemblée nationale, le chef d'état-major des armées (CEMA), l'amiral Edouard Guillaud, avait estimé que l'engagement des militaires français au Liban était « le plus difficile ».

« La FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban, ndlr) regroupe au sud Liban 12.000 hommes dans un espace réduit et dont la liberté d'action est difficile à garantir. La composition du gouvernement libanais et la présence du Hezbollah au sud Liban ne facilitent pas le maintien de cette liberté d'action de la force. Il arrive aujourd'hui qu'un maire décide que l'on ne peut plus traverser son village. Nos soldats (...) sont régulièrement menacés d'humiliation » avait-il affirmé l'amiral Guillaud.

09/12/2011

<http://www.opex360.com/2011/12/09/une-patrouille-francaise-cible-dune-nouvelle-attaque-au-liban/>

---

---

## 1-1 Politique Libanaise

Sleiman à Abbas : Le Liban mettra ses moyens diplomatiques à votre disposition.

Palestiniens C'est avec (presque) tous les honneurs dus à un chef d'État que le Liban officiel a accueilli hier le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas en visite de deux jours au Liban.

Officiellement, il s'agit pour Abbas d'inaugurer le bâtiment qui servira de siège à l'ambassade palestinienne à Beyrouth. En fait, Abbas souhaiterait sonder le Liban au sujet du recours des Palestiniens à la proclamation de leur État en demandant à l'Assemblée générale des Nations unies de voter en sa faveur, d'autant que le Liban présidera au mois de septembre le Conseil de sécurité de l'ONU. Après un entretien avec le président Sleiman à Baabda, Abbas a notamment déclaré que les Palestiniens « n'avaient plus besoin des armes dans les camps ».

À l'aéroport, Mahmoud Abbas a été accueilli par le ministre des Affaires étrangères libanais Adnane Mansour ainsi que par l'équipe de l'ambassade palestinienne et à sa tête l'ambassadeur Abdallah Abdallah. Mahmoud

Abbas est accompagné d'une importante délégation comprenant Azzam el-Ahmad, Saëb Oreykat, Nabil Abou Roudayna, son conseiller diplomatique Majdi el-Khalidi et le chef de son service de renseignements le général Majed Faraj. Abbas et Mansour ont tenu une première réunion au salon d'honneur à l'aéroport, mais aucune déclaration n'a été faite. Le président de l'Autorité palestinienne



s'est ensuite rendu au palais de Baabda pour participer à l'iftar donné en son honneur par le président Sleiman. L'iftar a été précédé d'une réunion entre le président Sleiman et son hôte palestinien au cours de laquelle le chef de l'État a réitéré son appui à la démarche palestinienne en vue de la proclamation d'un État dans les frontières de juin 67, tout en insistant sur le droit au retour des Palestiniens chez eux et sur le refus du Liban de toute implantation des réfugiés sur son territoire. De son côté, Mahmoud Abbas a évoqué la situation des camps palestiniens et les conditions de vie des réfugiés palestiniens.

Au cours du dîner, les discours prononcés étaient plus officiels.

S'adressant au président de l'Autorité palestinienne, le chef de l'État a ainsi déclaré : « Vous allez accomplir un pas historique à l'Assemblée générale des Nations unies et le Liban confirme son engagement envers votre cause juste et il confirme aussi sa détermination à mettre ses moyens diplomatiques au service de votre cause. » Le président Sleiman a encore affirmé que les discussions se poursuivent au sujet de l'application des décisions prises au cours de la conférence de dialogue, concernant notamment les armes palestiniennes à l'intérieur des camps, souhaitant la coopération permanente de l'Autorité pour la réalisation de cet objectif. Sleiman a aussi insisté sur le rôle de l'Unrwa, appelant au renforcement de son rôle pour assurer une vie décente aux réfugiés palestiniens. Il a invité toutes les parties présentes à mettre en échec les tentatives de mettre un terme à son action ou de la faire échouer. Il a estimé que sa mission doit rester provisoire jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée pour le problème des réfugiés palestiniens.

Plus besoin des armes dans les camps

À son tour, Mahmoud Abbas a pris la parole, assurant son refus de l'implantation des Palestiniens et ajoutant : « Les Palestiniens sont des hôtes provisoires soumis à la loi libanaise. Il a ajouté que les Palestiniens ne croient pas que leurs armes peuvent les protéger. » «

Nous sommes sous la protection du Liban et nous n'avons pas besoin de ces armes pour nous protéger », a-t-il déclaré.

Signalons encore que c'est aujourd'hui que le président de l'Autorité palestinienne inaugurera le bâtiment officiel qui servira de siège à l'ambassade palestinienne au Liban, en présence du Premier ministre Nagib Mikati. Selon notre chroniqueur diplomatique Khalil Fleyhane, le Liban est ainsi le dernier pays à établir des relations diplomatiques avec l'Autorité palestinienne. La décision avait pourtant été prise le 27 novembre 2008. Et si elle a mis trois ans avant d'être appliquée, c'est, toujours selon Fleyhane, parce que le Liban attendait que la Syrie ouvre une ambassade palestinienne sur son sol. C'est désormais chose faite. L'ouverture d'une ambassade au Liban précède donc de peu la reconnaissance de l'État palestinien par l'Assemblée générale des

Nations unies, qui devrait sans doute lui donner le statut d'observateur, celui de membre à part entière exigeant une décision du Conseil de sécurité qui est à son tour tributaire du veto des États-Unis.

Ce qui est sûr, c'est que cette visite de Mahmoud Abbas au Liban marque l'ouverture d'une nouvelle page dans les relations libano-palestiniennes, même si de nombreux dossiers sont encore en suspens.

[http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/717847/Sleiman\\_a\\_Abbas+%3A\\_Le\\_Liban\\_mettra\\_ses\\_moyens\\_diplomatiques\\_a\\_votre\\_disposition.html](http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/717847/Sleiman_a_Abbas+%3A_Le_Liban_mettra_ses_moyens_diplomatiques_a_votre_disposition.html)

-----  
Des Canons ... pas du beurre

Rare apparition publique de Hassan Nasrallah, qui promet d'armer plus lourdement la résistance.

extrait

Le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah a prévenu mardi à Beyrouth ceux qui "misent sur un changement" dans le monde arabe que les combattants du mouvement libanais seraient armés encore plus lourdement, après une brève apparition en public, la première depuis trois ans.

"Voici un message à tous ceux qui conspirent contre la résistance et misent sur un changement dans le monde arabe. Nous n'envisagerons jamais d'abandonner nos armes", a-t-il lancé en allusion à la révolte contre le régime syrien, l'un des appuis du Hezbollah.

Avant de prononcer son discours, retransmis sur écrans géants, cheikh Nasrallah a fait une brève apparition devant ses partisans réunis dans la banlieue sud de la capitale libanaise pour commémorer le deuil chiite de l'Achoura.

"Jour après jour, la résistance recrute plus de combattants, forme de meilleurs combattants et les arme de plus en plus lourdement", a-t-il ajouté, précisant que chaque arme rouillée était remplacée.

Selon des experts, la crise en Syrie, qui menace le pouvoir du président Bachar al-Assad, a pourtant porté un coup sévère au Hezbollah dont Damas est avec Téhéran le principal soutien.

Cheikh Nasrallah a également accusé les Etats-Unis de chercher à détruire la Syrie pour "compenser leur défaite en Irak".

"Les Etats-Unis ont essayé de se faire passer comme des défenseurs des droits de l'Homme et de la démocratie dans le monde arabe", a-t-il déclaré.

"Ces (...) hypocrites sont connus pour avoir soutenu toutes les dictatures (...) et les avoir reniées immédiatement après leur chute", a-t-il poursuivi.

"Ça, c'est la marque de Satan", a-t-il estimé....

Cheikh Nasrallah a par ailleurs réitéré son soutien au président Assad et critiqué l'opposition syrienne, estimant qu'elle était soumise aux Etats-Unis et à Israël.

"Depuis le tout début, nous avons dit clairement que nous nous tenons

au côté du régime syrien, un régime de résistance" contre Israël, a-t-il

indiqué.

Il a critiqué le Conseil national syrien (CNS), l'accusant de vouloir "détruire la Syrie".

"Le soi-disant Conseil national syrien, formé à Istanbul, et son leader Burhan Ghalioun (...) tentent de présenter leurs lettres de créance aux Etats-Unis et à Israël", a-t-il estimé.

Ces commentaires interviennent après des déclarations de M. Ghalioun au Wall Street Journal selon lequel si la Syrie était dirigée par le CNS, les liens militaires avec l'Iran, le Hezbollah et le Hamas seraient coupés.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article6045>

---

Les grandes manœuvres

Le Hezbollah révèle de «nouvelles informations» sur la CIA

Le Hezbollah a révélé hier des informations présumées sur les activités de la CIA dans ce pays, après avoir récemment affirmé qu'il a démasqué des agents américains sur place, rapporte l'AFP.

Citant le nom du présumé «chef de la CIA au Liban» et celui de son prédécesseur, le Hezbollah ajoute que l'agence siège dans un bâtiment de l'ambassade des Etats-Unis à Awkar, au nord de Beyrouth, dans une émission diffusée vendredi soir sur sa chaîne Al Manar et postée hier son site internet. «Il s'agit d'un centre d'opération permanent qui gère de larges réseaux d'informateurs sur le territoire libanais dans les secteurs politique, social, éducatif, médical, sécuritaire et militaire», affirme le puissant parti, qui est soutenu par l'Iran et la Syrie.

Selon le Hezbollah, une équipe de 10 officiers — hommes et femmes, qui viennent pour des périodes de trois ans — gère ces réseaux sous couvert du titre de diplomates.

Les informateurs sont souvent des fonctionnaires, des militaires ou des journalistes. «Les recrutements se font à l'intérieur de l'ambassade et les rencontres ont lieu des restaurants ou des cafés comme McDonald's, Pizza Hut et Starbucks», poursuit le parti, ajoutant que les officiers de la CIA «empochent une grande partie de l'argent destiné aux agents». Intervenant dans l'émission, un député du Hezbollah,

Hassan Fadlallah, affirme que ces détails représentent «une partie infime» des informations collectées par le parti.

[http://www.elwatan.com/international/liban-le-hezbollah-revele-de-nouvelles-informations-sur-la-cia-11-12-2011-150571\\_112.php](http://www.elwatan.com/international/liban-le-hezbollah-revele-de-nouvelles-informations-sur-la-cia-11-12-2011-150571_112.php)

---

---

Tribunal international de l'ONU

1 'Le Monde' : Le tribunal spécial pour le Liban publie la totalité de l'acte d'accusation sur le meurtre d'Hariri.

Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a confirmé et rendu publique, mercredi 17 août, la totalité de l'acte d'accusation contre les quatre membres du Hezbollah inculpés dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat, en 2005, de l'ex-premier ministre Rafic Hariri.

"Le juge de la mise en état a ordonné que sa décision confirmant l'acte d'accusation relatif à l'attentat du 14 février 2005, ainsi que l'acte d'accusation lui-même, soient rendus publics", a indiqué le Tribunal dans un communiqué. Selon le TSL, "le juge de la mise en état a estimé que le procureur avait présenté des éléments de preuve suffisants, de prime abord, pour que soit engagée la phase du procès".

Dans un communiqué séparé publié mercredi, le procureur du TSL, Daniel Bellemare, a dit accueillir "avec satisfaction" la décision du Tribunal. "Cette ordonnance va enfin permettre au public et aux victimes de prendre connaissance des faits allégués figurant dans l'acte d'accusation et des crimes pour lesquels des poursuites ont été engagées contre les quatre accusés", a assuré M. Bellemare.

#### QUATRE MANDATS D'ARRÊT ÉMIS

Salim Ayyash, 47 ans, Moustafa Badreddine, 50 ans, Hussein Anaissi, 37 ans, et Assad Sabra, 34 ans, tous membres du Hezbollah, sont soupçonnés d'être responsables de l'attentat à la camionnette piégée qui a provoqué la mort de Rafic Hariri et de 22 autres personnes à Beyrouth le 14 février 2005.

Visés dans l'acte d'accusation déposé le 17 janvier par le procureur Bellemare et qui avait été partiellement confirmé en juin, les quatre hommes font l'objet de mandats d'arrêt émis par le TSL et d'une "notice rouge" émise par Interpol. Le 11 août, le président du TSL, Antonio Cassese, les avait invités dans une lettre ouverte à comparaître devant le Tribunal, indiquant que "leur participation active [à la procédure] demeure la meilleure garantie d'un procès juste et équitable".

L'ex-premier ministre libanais Saad Hariri a appelé mercredi le Hezbollah chiite à livrer ces quatre membres. "Ce qui est demandé au Hezbollah, c'est tout simplement d'annoncer qu'il rompt tout lien avec les accusés. C'est une position qui sera saluée par l'histoire, les Arabes et tous les Libanais, sauf si le parti en décide autrement en allant plus loin dans la défense ostentatoire des accusés", livre-t-il.

[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/08/17/le-tribunal-special-pour-le-liban-publie-la-totalite-de-l-acte-d-accusation-sur-le-meurtre-d-hariri\\_1560386\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/08/17/le-tribunal-special-pour-le-liban-publie-la-totalite-de-l-acte-d-accusation-sur-le-meurtre-d-hariri_1560386_3218.html)

-----  
2 Kamel Boudjemil : : R. Labevière : "C'était une enquête orientée, qui a discrédité la justice internationale. "

Le Tribunal spécial des Nations unies pour le Liban (TSL) a publié mercredi l'acte d'accusation complet visant des membres du Hezbollah dans l'attentat qui a tué l'ancien président libanais, Rafic Hariri, en 2005.

Richard Labevière, ancien journaliste à RF et écrivain : « C'était une enquête orientée, qui a discrédité la justice internationale. »

- Quelles sont vos observations générales sur le déroulement de l'enquête menée par le TSL et la publication complète de l'acte d'inculpation ?

On peut supposer beaucoup de questions sur la façon dont la commission internationale a travaillé avant la création du TSL en 2006. Trois procureurs se sont succédé à sa tête, dont l'actuel est le Canadien Daniel Bellemare. Il y a eu ces trois phases, dont la première a été un scandale absolu, qui a démarré en juin 2005 avec le juge allemand, Detlev Mehlis, qui avait alors dressé une enquête à charge contre la Syrie, sur la base de témoins achetés qui se sont ensuite rétractés. Le juge allemand, qui était à la tête de la commission internationale, avait travaillé avec la CIA et le Mossad, qui sont des acteurs régionaux importants, non partiels, juges et partie prenante. C'était une enquête politiquement et idéologiquement orientée, qui a discrédité le TSL et la justice internationale. Le juge Detlev Mehlis est parti avant le terme de son mandat sans rendre de compte, en rasant les murs.

C'est un passif important qu'il ne faut pas oublier. A la suite de cela, le secrétaire général de l'ONU a nommé un autre juge, le Belge George Bremer, qui, lui, a travaillé le plus sérieusement possible. Il a complètement tourné la page pour reprendre l'enquête à zéro tout en n'écartant aucune piste. Il s'est écarté de la thèse syrienne pour se pencher sur la thèse salafiste avec des exécutants du camp palestinien de Aïn El Hilweh au sud du Liban. Le juge actuel a fait une synthèse de ses prédécesseurs, sur la base d'informations très partielles et partiales. Il a exploité des écoutes téléphoniques pour accuser les membres du Hezbollah qu'on connaît maintenant nominativement.

- Quel impact peut avoir l'implication de membres du Hezbollah ?

Comme l'a dit Hassan Nasrallah, on peut s'interroger sur la partialité de l'enquête, partielle. L'acte d'accusation ne révèle pas la fabrication du crime, ses motivations et ses causes profondes. On est un peu gêné par cet acte d'accusation, qui paraît politisé, dans un contexte de « révolutions arabes », et dans une région où le Hezbollah et l'Iran occupent une certaine place. Il y a six mois, Nasrallah avait montré, preuve à l'appui, que des drones Hawak israéliens avaient survolé les lieux de l'attentat. On peut se demander pourquoi plus en amont, les services israéliens n'ont pas été inquiétés par les différentes enquêtes. Le juge Danièle Bellemare avait dit qu'il retournerait « toutes les pierres du chemin » mais cela n'a pas été fait. Les éléments israéliens dans l'enquête méritaient d'être examinés de manière aussi précise.

Cela pose la question de la manière avec laquelle a travaillé le TSL, à base de preuves indirectes et d'interprétations très orientées de faits très anciens que tout le monde connaît. Si la publication de cet acte intervient cette semaine, on peut se poser des questions en termes de calendrier. Celle-ci intervient après la nomination de Najib Mikati au gouvernement qui comporte des éléments du Hezbollah et qui est en phase avec le gouvernement syrien. Le calendrier n'est pas innocent. Il tombe en pleine crise syrienne et dans une configuration des mal nommées « résolution arabes ». Alors même que cet acte d'accusation est connu et finalisé depuis plusieurs mois. C'est une façon d'affaiblir ce que les néoconservateurs américains ont appelé « l'axe du mal », dont font partie le Hezbollah, la Syrie et l'Iran. Ce qui arrive est un discrédit de la justice internationale. Quand on voit qu'elle travaille aussi mal, comment peut-on évoquer l'avenir des tribunaux ad hoc ?

De Richard Labevière :

19 août 2011

Kamel Boudjemil –

El Watan

---

### 3 Nasrallah s'oppose au financement du TSL et défend le régime syrien

#### Interview

Pour le Hezbollah, un financement libanais du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) reste absolument hors de question.

Au cours d'une interview accordée à la chaîne télévisée de son parti, la première depuis plusieurs années, le secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a abordé divers sujets locaux et régionaux.

Au plan local, il a réaffirmé l'opposition de son parti au financement du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), en insistant sur le point selon lequel ce sujet fera l'objet d'un long débat en Conseil des ministres et de contacts bilatéraux en dehors du cadre du gouvernement, dans l'espoir d'aboutir à une décision unanime.

Il a d'emblée accusé l'opposition de chercher à embarrasser le Premier ministre, Nagib Mikati, avec ce dossier, en l'obligeant à répéter son engagement à verser au TSL la part du Liban. Un engagement dont le chef du Hezbollah a minimisé l'importance, en rappelant que ce dernier avait refusé de s'engager à suspendre le financement du TSL, à en retirer les quatre juges et à abroger le protocole conclu avec le tribunal, lors des pourparlers qui avaient débouché sur sa nomination à la tête du gouvernement.

Si le parti de Dieu garde également le silence « face aux provocations répétées de l'opposition, c'est pour éviter de tomber dans le piège de la polémique vers laquelle celle-ci essaie de nous entraîner ». « Chacun a le droit de dire ce qu'il pense de ce dossier, mais nous avons fait exprès de nous taire, parce qu'il était évident que le courant opposé voulait entraîner le gouvernement vers une polémique que nous rejetons.

Nous ne nous exprimerons que lorsque le dossier sera à l'ordre du jour du Conseil des ministres », a affirmé Nasrallah.

« Le Hezbollah est catégoriquement opposé au financement du tribunal, à cause de ses lacunes, de son comportement et de ses objectifs. Si quelqu'un veut payer de sa poche, il sera bienvenu, mais s'il faut que le Trésor soit sollicité, il appartiendra au Conseil des ministres et au

Parlement de se prononcer. En Conseil des ministres, nous expliquerons les motifs de notre opposition. D'autres aussi ont beaucoup de choses à dire. L'important est de parvenir à une unanimité, à travers ce débat et le dialogue bilatéral en dehors du Conseil des ministres », a-t-il ajouté, rappelant que la décision de soumettre la question au vote appartient au chef du gouvernement.

Le chef du Hezbollah a aussi assuré qu'il n'est pas question de livrer au TSL les quatre accusés dans l'affaire de l'assassinat de l'ancien Premier ministre, Rafic Hariri, et demandé au tribunal de les juger par contumace. « De toute façon, le verdict est connu d'avance », a-t-il ironisé

« Aucun risque d'implosion gouvernementale »

Hassan Nasrallah a rejeté le label collé par l'opposition au gouvernement qu'elle considère comme étant celui du Hezbollah, tout comme il a démenti les risques d'implosion de l'équipe Mikati, qu'il a présentée comme étant « homogène », avant d'énumérer ce qu'il considère être ses « réalisations ».

Il a qualifié de bonnes les relations de son parti avec M. Mikati, ainsi qu'avec tous ses alliés, et a affirmé « ne pas regretter » d'avoir soutenu l'élection du général Michel Sleiman à la tête de l'État. « Nos alliés ont tous fait montre de solidarité et de loyauté », a-t-il dit, avant d'insister sur « la dimension stratégique » de ses relations avec eux et de démentir les informations sur une tiédeur des rapports avec le CPL.

Le leader du Hezbollah a en outre démenti la présence d'un conflit avec le chef du PSP, Walid Joublatt, faisant état de divergences de vues « seulement ». « Il faut comprendre que la nouvelle majorité n'est pas composée d'un seul parti. Les divergences de vues existent, mais nous avons aussi de nombreux points communs », a-t-il dit. Sayyed Nasrallah a par ailleurs critiqué le courant du Futur pour son unilatéralisme au sein de sa communauté, estimant que « c'est parce qu'il rejette toute diversité qu'il a accusé le Hezbollah d'armer ses partisans au Liban-Nord ».

Il a ensuite jugé que le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, a été « injustement attaqué » à cause de ses positions et a entrepris d'expliquer les propos pour lesquels le prélat avait été critiqué à Paris. « Il ne faut interpréter les propos du patriarche mais les placer dans leur contexte précis », a-t-il ajouté.

### Soutien à Assad

Au niveau régional, le leader du Hezbollah a réaffirmé que les manifestations populaires en Tunisie, au Yémen, en Égypte, en Libye et à Bahreïn étaient spontanées, « parce que leurs régimes respectifs étaient soumis aux Américains, contrairement à la Syrie ».

Il a accusé Washington de vouloir exploiter ces révolutions au service de ses objectifs qu'il a énumérés comme suit : redorer son image face aux peuples arabe et américain, essayer de trouver des régimes complices de substitut.

Sayyed Nasrallah, qui a rejeté le principe de l'alliance des minorités, a mis l'accent sur le fait que « le véritable danger qui menace le Moyen-Orient provient d'Israël, des États-Unis qui cherchent à établir un nouvel ordre régional qui prévoit une division de la région sur une base technique et confessionnelle, ainsi que de courants salafistes ».

Pour ce qui est de la Syrie, il a réaffirmé que son cas diffère substantiellement des autres États arabes secoués par des mouvements de contestation populaire, parce que son régime est fondé sur la lutte contre Israël, parce que sa volonté de réaliser des réformes est sérieuse, parce qu'il s'oppose farouchement aux projets américains pour la région et parce qu'il soutient la Résistance au Liban et en Irak. «

Par voie de conséquence, nous ne pouvons que le soutenir », a-t-il affirmé.

« En Syrie, ce ne sont pas la démocratie et les réformes qui sont escomptées, mais la chute du régime qui se pose en obstacle devant les projets américain et israélien », a estimé Nasrallah, indiquant que certains pôles de l'opposition syrienne ont des rapports avec les Américains.

Selon lui, la majorité du peuple syrien est favorable au régime. Le responsable du Hezbollah a fondé son point de vue sur « les manifestations importantes organisées dans les deux plus grandes villes syriennes, Damas et Alep, en faveur du régime Assad ». Il s'en est pris ensuite à la Ligue arabe, l'accusant d'œuvrer en vue de la chute du régime et de provoquer des dissensions confessionnelles.



Si son parti maintient son appui à la Syrie, « c'est parce que la volonté de réforme est sérieuse, parce qu'il faut éviter la mise en place d'un régime qui se jettera dans le giron américain et pour éviter une guerre civile ou une division de ce pays ». Nasrallah a également accusé les médias de gonfler les nouvelles sur la révolte syrienne et a catégoriquement démenti les informations relatives à l'envoi de combattants du Hezbollah pour aider le régime Assad à réprimer les manifestations.

Tout en excluant une éventuelle répercussion des événements en Syrie sur le Liban, il a vivement critiqué la position du 14 Mars par rapport aux incursions syriennes en territoire libanais, accusant l'opposition d'être « en revanche bienveillante » par rapport à Israël. Après avoir rappelé que la Syrie est « officiellement » un pays ami, il a jugé que « si les incursions se confirment, l'État doit les régler sur cette base

[http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/728701/Nasrallah\\_s'oppose\\_au\\_financement\\_\\_du\\_TSL\\_et\\_defend\\_le\\_regime\\_syrien.html](http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/728701/Nasrallah_s'oppose_au_financement__du_TSL_et_defend_le_regime_syrien.html)

---

4 L'opposition au financement du TSL gagne de l'ampleur au sein du 8 Mars

La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Liban-ONU

Pour Layoun, les propos de Mikati ne reflètent que son « point de vue personnel ».

Les diverses composantes du 8 Mars continuent d'exprimer, sur un ton ascendant, leur hostilité à entériner la contribution libanaise au financement du Tribunal spécial pour le Liban, en dépit des assurances données par le chef de l'État et le Premier ministre à ce sujet lors de leur passage aux Nations unies.

Un ministre CPL du gouvernement Mikati, Gaby Layoun, a estimé hier que les propos tenus par Nagib Mikati sur ce plan ne reflétaient que « son point de vue personnel ».

« Nous partons d'une position de principe », a déclaré M. Layoun à la NTV. « Ce tribunal a été institué sur une base contraire à la Constitution et à la loi et nous n'acceptons pas que le montant que nous sommes censés verser soit comme un racket, car il est illégal. »

Un cran moins affirmatif, le député Nagi Gharios (Baabda), également du camp aouniste, s'est déclaré surpris de voir « le secrétaire général de l'ONU, les États-Unis et l'Occident en général réclamer du Liban qu'il respecte ses engagements à l'égard des résolutions internationales, alors qu'ils ferment les yeux devant la non-application par Israël des textes onusiens ».

« Le mécanisme d'institution du tribunal n'est pas constitutionnel et devrait être rectifié et le TSL devrait prouver qu'il ne travaille pas à partir de considérations politiques », a pour sa part souligné son collègue du Metn Salim Salhab, tout en évitant de se prononcer directement sur la question du financement.

De son côté, l'ancien ministre Youssef Saadé, proche du chef des Marada, Sleimane Frangié, a exprimé dans une interview à l'hebdomadaire Magazine le « désaccord » de sa formation pour ce qui est du financement du TSL.

« Le tribunal est politisé et a commis de multiples erreurs », a-t-il répété.

Quant au Rassemblement des partis nationaux, qui regroupe le tandem Amal-Hezbollah et les formations proches du régime baassiste, il a clairement exprimé dans un communiqué non seulement son « refus du financement du TSL », mais aussi « des tentatives visant à trouver des issues (hors du Conseil des ministres) conduisant à maintenir la contribution financière du Liban ».

De l'autre côté de l'échiquier politique, la pression est mise sur le Premier ministre pour qu'il dise comment il compte traduire ses paroles en actes.

« M. Mikati ouvre des lettres de crédit à droite et à gauche mais sans succès, car ses partenaires au sein du gouvernement sont opposés au financement » du TSL, a ainsi souligné le député Mouïñ Meraabi, du bloc du Futur.

Pour son collègue Nidal Tohmé, M. Mikati devrait « expliquer à l'opinion publique comment il compte s'y prendre avec ses alliés lorsque l'un lui demande de financer le tribunal de sa poche, l'autre parle de l'illégalité du TSL et le troisième, celui qui a le bras long au gouvernement, affirme que le simple fait d'accuser des individus qui relèvent de lui est un complot international et israélien ».

« Les engagements oraux, mêmes publics, ne suffisent pas », a renchéri Jamal Jarrah, également du bloc du Futur. « Le Premier ministre a déjà exprimé à plusieurs reprises son respect des résolutions internationales et donc du TSL. Mais tout ce que nous entendons jusqu'ici ce sont des déclarations et rien de concret. Nous attendons l'application », a-t-il dit.

[http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/724819/L'opposition\\_au\\_financement\\_du\\_TSL\\_gagne\\_de\\_l'ampleur\\_au\\_sein\\_du\\_8\\_Mars.html](http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/724819/L'opposition_au_financement_du_TSL_gagne_de_l'ampleur_au_sein_du_8_Mars.html)

---

5 Le TSL enquêtera sur trois autres attentats...

Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL), chargé de faire la lumière sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri en février 2005, s'est déclaré compétent vendredi pour enquêter sur trois autres attentats perpétrés en 2004 et 2005 et qui seraient liés au premier.

« Le juge de la mise en état Daniel Fransen a statué que le procureur avait présenté des éléments de preuve suffisants, de prime abord, laissant présumer que les trois affaires sont connexes et relèvent de la compétence du tribunal », a indiqué le TSL dans un communiqué.

Le juge Fransen a ordonné aux autorités judiciaires libanaises de se dessaisir de ces trois affaires et de lui transmettre les dossiers y afférents.

Les attentats en question avaient visé :

l'ancien ministre des Télécommunications Marwan Hamadeh, blessé dans un attentat à la voiture piégée le 1er octobre 2004;

l'ancien dirigeant du Parti communiste libanais George Hawi, tué lors d'une attaque le 21 juin 2005;

l'ancien ministre de la Défense Elias El-Murr, blessé lors d'un attentat le 12 juillet 2005.

Cette décision d'élargir l'enquête fait suite à une requête déposée le 30 juin par le procureur du TSL, le Canadien Daniel Bellemare, demandant au juge Fransen de se prononcer sur un lien éventuel entre les trois attaques et l'assassinat de M. Hariri.

Le TSL a lancé récemment quatre mandats d'arrêt à l'encontre de membres du Hezbollah libanais dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri. Aucun d'entre eux n'a été interpellé et le mouvement chiite, rejetant les accusations contre eux, a promis de les défendre.

Créé en 2007 en vertu d'une résolution de l'ONU, le TSL a pour mission de juger les auteurs présumés de l'attentat contre M. Hariri. Le tribunal enquête aussi sur une série d'attentats commis au Liban entre le 1er octobre 2004 et le 12 décembre 2005. Ces attaques ont ciblé notamment des hommes politiques ou des journalistes connus pour leurs positions hostiles à la Syrie.

Radio-Canada.ca avec Agence France Presse et Reuters

Mise à jour le vendredi 19 août 2011

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2011/08/19/007-liban-tsl-enquete-trois-attentats.shtml>

---

---

## 2-2 Politique Israélienne

Les grandes manœuvres...

Israël appelle la Russie à revoir sa diplomatie !

Le ministre israélien des A.E. a appelé la Russie à œuvrer pour "la paix" dans la région, un impératif qui demande une "révision de fond en comble de la politique étrangère" de la Russie! Liberman a conseillé à Moscou de renoncer à son soutien à l'Iran, à la Syrie, au Hezbollah sans quoi il ne pourrait aider à l'établissement de la paix.

Liberman dont le pays est l'un des principaux client des armes américains a demandé que la Russie cesse de vendre des armes à la Syrie...

<http://french.irib.ir/info/...>

---

---

## 3 Politique internationale

a) Pays Arabes & voisins

Iran

L'ambassadeur de l'Iran au Liban: l'Iran est prêt à équiper l'armée libanaise

L'ambassadeur de l'Iran au Liban Ghazanfar Roknabadi a déclaré lundi à Beyrouth que son pays était prêt à équiper l'armée libanaise et à renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de la défense.

Ghadanfar Rokenabadi a affirmé, à la suite d'une visite chez le ministre de la Défense Fayez Ghosn, que « l'Iran est prêt à appuyer le Liban sur tous les plans, notamment sur le plan de l'équipement de l'armée libanaise ».

M. Rokenabadi a de nouveau invité le ministre Ghosn se rendre en Iran et à tenir des discussions, liées aux aides octroyées à l'armée libanaise, avec les responsables.

« L'Iran n'impose pas de conditions quant à l'appui de l'armée libanaise », a-t-il dit encore.

Le ministre Ghosn a, pour sa part, souligné l'importance de renforcer et d'activer les relations entre le Liban et l'Iran.

Le ministre a d'autre part reçu l'ambassadeur danois Jan Top Christensen, avec lequel il a évoqué les relations bilatérales et les moyens de les développer, ainsi que le rôle joué par la FINUL, notamment le contingent danois.

M. Ghosn a souligné l'importance de la coopération entre la FINUL et l'armée libanaise, coopération qui assure la stabilité et le calme au sud.

Il a en outre appelé la communauté internationale à exercer des pressions sur Israël afin de l'obliger à respecter les résolutions internationales, dont la 1701.

Le ministre iranien de la Défense Ahmad Vahidi avait indiqué que l'Iran voulait fournir des armes au Liban, si ce dernier pose la demande.

12/10/2011

Irna

---

---

## 4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

### 4-1 Le Hezbollah accuse le TSL d'avoir occulté la violation par Israël du secteur des télécoms.

Polémique Le chef de la commission parlementaire des Télécommunications, le hezbollahi Hassan Fadallah, a mis l'accent hier sur l'ampleur de l'infiltration du réseau des télécoms par Israël, et ce « de l'aveu même de la Fédération internationale des télécommunications relevant des Nations unies ».

Lors d'une conférence de presse qui s'est voulue « technique », organisée en présence du ministre des Télécoms, Nicolas Sehnaoui, et de plusieurs experts du secteur en question, le député du Hezbollah Hassan Fadlallah a exprimé son « étonnement » de l'occultation par le Tribunal spécial pour le Liban – « qui prétend œuvrer sur la base des standards de la justice pénale internationale » – des constats faits par la Fédération internationale des télécommunications.

L'un après l'autre, les experts présents à la conférence se sont succédé devant un grand écran pour démontrer la manière dont le réseau libanais a été infiltré et les manipulations à distances effectuées au niveau du service de messagerie SMS.

Des films documentaires ont également été projetés pour attester des violations, sujet du débat.

Prenant la parole, M. Fadlallah a indiqué que cette conférence de presse conjointe a été organisée pour démontrer notamment comment le secteur de télécoms subit « une agression israélienne continue et dont certains aspects ont été découverts par les services de l'État libanais. Il s'agit notamment du système d'espionnage direct du réseau, du contrôle de ses capacités par l'intermédiaire d'espions placés à l'intérieur des sociétés (de téléphonie mobile) ou à l'aide de moyens techniques sophistiqués ». Autant de violations qui ont recueilli des condamnations de la part de la Fédération internationale des télécommunications, a insisté le député.

### Le Liban divisé

« Le secteur des télécoms, a poursuivi M. Fadlallah, est aujourd'hui au centre de notre intérêt ». « La raison en est le fait que la tribunal international et ses décisions ont provoqué une division dangereuse au Liban, que personne ne saurait nier, à cause du processus de l'enquête et ce qu'elle a produit comme accusations qui risquent aujourd'hui de semer le chaos dans notre pays. »

Et le député de critiquer l'élément dit de « positionnement mutuel » sur lequel « s'est fondé l'acte d'accusation », ironisant par ailleurs sur « la multiplicité des couleurs attribuée aux groupes de téléphones », mentionnés dans l'acte d'accusation « et dont le décodage nécessite des experts en couleurs et non des magistrats et des avocats », a-t-il dit.

« Peut-on concrètement se fonder sur de telles preuves en vue de porter des accusations de ce niveau ? Peut-on prendre en compte les données des télécoms au Liban et les considérer comme étant sûres et qu'elles n'ont pas été manipulées, à la lumière de l'infiltration dont elles ont fait l'objet? » s'est demandé le député.

« D'ailleurs, a-t-il ajouté, comment peut-on réellement prouver l'hypothèse de la présence des personnes visées (par l'acte) aux endroits mentionnés ? »

Critiquant également l'expression utilisée par le procureur du TSL, qui, à plusieurs reprises, affirme « nous pouvons raisonnablement en déduire », le député s'est encore demandé pourquoi Daniel Bellemare n'a pas adressé une seule question aux Israéliens au cours de l'enquête, soulignant que dans le cadre des réseaux d'espionnage mis en place par Israël et démantelés par les services libanais, « il n'existe aucune mention du principe de "positionnement mutuel" utilisé par le procureur ».

Et d'ajouter que lorsque les agents israéliens ont été repérés, les données des télécoms sur lesquelles ont compté les services de sécurité libanais n'ont pas été utilisées comme des preuves mais comme de simples indices, sachant que d'autres preuves tangibles étaient avancées ainsi que des aveux.

À la question de savoir pourquoi le dossier du secteur des télécoms n'a pas été soumis au TSL, le député a répondu : « Nous considérons ce tribunal comme étant non crédible et nous n'avons pas confiance en lui.

Nous lui avons préalablement donné une chance en définissant un ensemble de critères de justice, tel que le contrôle des fuites médiatiques, et le fait de ne pas recourir aux hypothèses. »

[http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/719363/Le\\_Hezbollah\\_accuse\\_le\\_TSL\\_d'avoir\\_occulte\\_la\\_violation\\_par\\_Israel\\_du\\_secteur\\_des\\_telecoms.html](http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/719363/Le_Hezbollah_accuse_le_TSL_d'avoir_occulte_la_violation_par_Israel_du_secteur_des_telecoms.html)

---

---

## 5 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

5-1 Pierre Khalaf : Liban : Les énièmes faux calculs de la coalition pro-occidentale.

Une fois de plus, la coalition pro-occidentale du 14-Mars a fait de mauvais calculs.

Elle a cru pouvoir pousser le gouvernement de Najib Mikati à la démission, en exerçant une pression populaire à travers le rassemblement du dimanche 27 novembre à Tripoli, et en appelant de ses vœux des pressions diplomatiques étrangères, dans le cadre de l'affaire du financement du Tribunal spécial pour le Liban (TSL).

Cette coalition s'est même crue à deux doigts de concrétiser son rêve lorsque le Premier ministre a menacé de démissionner si le financement du TSL était rejeté. Mais comme d'habitude, les paris du « 14-Mars » se sont avérés perdants. Le « grand rassemblement » de Tripoli était en réalité une « petite réunion », qui n'a rassemblé que quelques milliers de personnes, en dépit des moyens colossaux déployés sur les plans financiers et médiatiques.

Pendant dix jours, les responsables du « 14-Mars » ont occupé toutes les chaînes de télévision pour mobiliser les masses dans le chef-lieu du Liban-Nord, le fief de Najib Mikati. Cependant, les foules n'étaient pas au rendez vous. A la dernière minute, le « Courant du futur » de Saad Hariri a dû se rabattre sur le Akkar, à coups de bus spécialement affrétés. Pour leur part, les partisans annoncés des Forces libanaises et des Kataëb étaient totalement absents, n'osant pas faire le déplacement. Les campagnes médiatiques annonçant la présence physique de Saad Hariri et de Samir Geagea au meeting n'auront pas réussi à déplacer les foules.

Le « Courant du futur » a une fois de plus fait preuve d'une méconnaissance totale de la dignité et de l'état d'esprit des citoyens de Tripoli. Pour eux, Geagea reste l'assassin d'une figure historique de la région, Rachid Karamé, tué en juin 1987 dans l'explosion d'une bombe placée par des partisans de Geagea à bord de son hélicoptère. Pour sa part, Amine Gemayel était président de la République à cette époque et pour les Tripolitains, il reste responsable de l'impunité des assassins de Rachid Karamé. Arrivé à quelques kilomètres de Tripoli, il a dû rebrousser chemin après avoir reçu un appel téléphonique lui déconseillant de poursuivre son chemin en raison de la faible mobilisation et de l'ambiance hostile à sa présence dans la ville.

La majorité des habitants de Tripoli a donc montré qu'elle ne veut pas être utilisée pour attiser les conflits internes et comme tremplin pour pousser le fils de la ville, Najib Mikati, à la démission et faire entrer ainsi le Liban dans une zone de turbulences destinée en principe à nuire au régime syrien, mais touchant en fait le Liban.

Concernant le financement du TSL, Najib Mikati a trouvé une formule qui concilie son souci de ne pas placer le Liban en porte-à-faux avec la « communauté internationale », et le refus catégorique du Hezbollah et du général Michel Aoun de financer ce tribunal, jugé « politisé et anticonstitutionnel ». Quelle que soit l'opinion que l'on peut avoir de la décision de M. Mikati, force est de reconnaître qu'elle brise le rêve du « 14-Mars » d'utiliser cette question pour mobiliser l'Occident contre le Liban et le convaincre d'imposer des sanctions ou de prendre des mesures de rétorsion.

A cet égard, le Hezbollah et le général Aoun ont fait preuve d'un sens patriotique aigu et d'une grande flexibilité. Tout en réaffirmant leur refus de principe de financer le TSL, ils n'ont pas mis les bâtons dans les roues du Premier ministre, du moment que la question du financement n'a pas été débattue en Conseil des ministres.



Résultat de ce nouvel épisode du bras de fer : le gouvernement sort renforcé ; Najib Mikati voit sa popularité grandir chez les sunnites au détriment de Saad Hariri ; le Hezbollah peut se réjouir d'avoir préservé la stabilité du Liban à un moment où l'Occident souhaite l'utiliser comme base arrière dans sa bataille contre la Syrie ; Michel Aoun voit son exigence de se pencher sur les dossiers socio-économiques satisfaite.

Le grand perdant est le « 14-Mars », incapable de mobiliser des foules et encore moins de déstabiliser le gouvernement de Najib Mikati.

New Orient News (Liban)

Rédacteur en chef : Pierre Khalaf (\*)

Tendances de l'Orient No 60, 5 décembre 2011.

Pierre Khalaf

Chercheur au Centre d'Etudes Stratégiques Arabes et Internationales de Beyrouth.

Articles de Pierre Khalaf publiés par Mondialisation.ca

Mondialisation.ca,

Le 6 décembre 2011

neworientnews.com –

-----

5-2 Hassan Illeik : Le Hezbollah à la CIA : « Nous vous surveillons ! ».

La CIA au Liban en est à évaluer les dommages subis après que le Hezbollah ait récemment exposé de nouveaux détails sur les activités supposées de la CIA au Liban. Mais nombreux sont ceux qui se demandent pourquoi le Hezbollah a livré au public des informations si sensibles.

Le chef présumé de la CIA au Liban, Daniel Patrick McFeely, a appelé un certain nombre de ses « amis » la semaine dernière. De toute évidence son objectif était d'essayer de limiter l'impact de la dernière série de révélations faites par le Hezbollah sur l'activité de renseignement des Etats-Unis au Liban.

Selon les détails qui sont sortis de ces réunions, McFeely a maintenu que tout ce qui a été publié à propos de l'affaire est sans fondement - et pas seulement les révélations formulées par le Hezbollah et son secrétaire général, mais aussi les rapports dans la presse américaine citant des sources officielles à Washington.

Il a souligné que la CIA n'a pas pour habitude de confirmer ou d'infirmer les informations dans la presse sur ses activités clandestines. Mais ses interlocuteurs ne lui ont pas rappelé que des sources officielles dans son propre pays ont confirmé les informations en provenance du Liban et de l'Iran selon lesquelles des réseaux de la CIA avaient été découverts par le Hezbollah et les services iraniens de renseignement.

McFeely aurait également prétendu que la station de Beyrouth, dont il est à la tête, n'a pas pour fonction de recruter et de piloter des réseaux d'agents au Liban, mais qu'elle limite ses activités à la liaison et à l'échange de renseignements avec des organismes de sécurité libanais.

Mis à part la nécessité pour le chef de la station de la CIA de contrôler les dégâts, la question clé dans cette affaire concerne le Hezbollah. Pourquoi a-t-il choisi de rendre public les informations recueillies par son appareil de renseignement sur les activités d'espionnage des Etats-Unis au Liban ?

La chaîne de télévision al-Manar, du Hezbollah, a diffusé un documentaire qui présentait vendredi dernier des détails sur l'identité des officiers américains du renseignement opérant au Liban, leur modus operandi et quelques-uns des endroits où ces responsables rencontrent leurs agents.

La chaîne a également affirmé que les informations recueillies par les agents de la CIA au Liban sont systématiquement transmises aux services de renseignements israéliens et que les agents américains délègue le contrôle de certains de leurs réseaux libanais aux Israéliens.

Des sources familiarisées avec le Hezbollah interprètent ces révélations comme étant destinées à envoyer un certain nombre de messages.

Le premier message et le plus évident qu'ils détectent, est que l'appareil de renseignement du Hezbollah connaît les activités de la CIA au Liban, et a ses dirigeants et ses agents sous sa surveillance et son contrôle.

Deuxièmement, il s'agit de révéler que l'administration américaine est partenaire d'Israël dans les crimes commis sur le sol libanais - provoquer des guerres, réaliser des attentats et des assassinats.

Le troisième signal que le Hezbollah essaie peut-être d'envoyer aux États-Unis est que leur activité diplomatique au Liban est inséparable des activités de renseignement et que cela impose à l'État libanais de prendre les mesures appropriées.

Le quatrième et peut-être le plus fort des messages serait qu'il n'est plus permis à la CIA d'agir comme une filiale des services secrets israéliens au Liban, comme cela a été le cas depuis les années 1980.

Selon ces mêmes sources, cela vaut aussi pour les autres agences de renseignement occidentales qui font de l'information et du soutien « logistique » au profit des Israéliens - comme faciliter les déplacements des agents secrets israéliens du Liban vers l'Europe pour rencontrer leurs responsables.

Cet appui a été fourni par certaines ambassades occidentales à Beyrouth, comme cela a été révélé dans les enquêtes judiciaires libanaises dans de nombreux cas, après que des personnes aient été arrêtées parce que soupçonnées d'espionnage au profit d'Israël.

Une autre explication possible, avancée par ces sources, est que la résistance veut forcer les Américains à repenser les fondements et les objectifs de leur complet système de renseignement au Liban - les tenant occupés pendant une longue période pour évaluer les dommages qu'ils ont subis, re-filtrer leurs agents, revoir leurs procédures, et essayer de trouver la brèche que la résistance a exploitée pour découvrir certaines de leurs actions.

Ces sources ont encore souligné que les moyens réels employés par la résistance resteront un secret bien gardé.

Le député du Hezbollah Nawwaf al-Moussaoui, lors de son apparition à la LBC (Libanese Broadcasting Corporation) ce lundi semblait très en phase avec ce qui précède. Fournissant de plus amples détails sur l'affaire, Moussaoui a révélé que les agents de la CIA au Liban avaient été équipés de dispositifs de haute technologie qui peuvent être dissimulés dans des montres ou des téléphones et utilisés pour le repérage de certaines positions.

Il a souligné que ce n'était pas seulement pour recueillir des informations, mais pour la préparation d'actes de terrorisme et d'agression, que ce soit des assassinats, des attentats, ou de futures attaques militaires israéliennes.

Mousaoui a également révélé que des agents de renseignement américains rencontraient fréquemment leurs agents dans les restaurants et les discothèques à Dbayeh et Jounieh, au nord de Beyrouth, après avoir tenté de couvrir leurs traces dans la région de Byblos.

Il envoya un message direct aux Américains et à leurs agents : « Nous savons ce qu'ils font, et nous pouvons aller plus loin. Aux agents qui sont sous surveillance, nous leur disons qu'ils ont encore une chance de se livrer à l'appareil de sécurité de la résistance ou aux agences de sécurité libanaises. »

Hassan Illeik - Al Akhbar

16 décembre 2011 -

Traduction : Khalid

13 décembre 2011 - Al Akhbar - Vous pouvez consulter cet article à : <http://english.al-akhbar.com/conten...>

-----  
-----

6 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

6-1 « The Guardian » se penche sur les femmes qui débarrassent le Liban des bombes à fragmentation.

## Reportage

Sous la plume de Rachel Stevenson, le quotidien britannique « The Guardian » a consacré quelques colonnes dans une de ses récentes éditions aux femmes qui participent aux opérations de déminage au Liban.

Une vidéo publiée par « The Guardian » montre une équipe entièrement féminine exécutant le travail hasardeux et minutieux de retirer le matériel israélien non explosé de la guerre de 2006

« Ce n'est qu'en regardant attentivement qu'il devient évident que certaines des personnes corpulentes, dans des vestes blindées, qui fouillent les champs du Liban-Sud pour détecter des bombes à fragmentation, portent un hijab sous leur casque protecteur », a écrit Rachel Stevenson, dont nous reproduisons le reportage.

Autrefois enseignantes, infirmières, femmes au foyer, ce groupe de femmes est à présent entièrement formé pour chercher des mines et constitue la seule équipe de déblaiement uniquement composée de femmes au Liban, ratissant le sous-sol pouce par pouce pour retrouver les restes d'une des armes les plus insidieuses de la guerre moderne.

C'est Lamis Zein, 33 ans, une mère de deux enfants, divorcée, qui dirige les femmes dans le champ et qui supervise l'équipe. Elle a été une des premières recrues de l'équipe, mise sur pied par l'ONG de déminage norvégienne Norwegian People's Aid (NPA).

« Quand j'ai appris qu'ils recrutaient, j'ai présenté immédiatement ma candidature, a dit Zein.

Au début, les hommes ont été surpris de nous voir dans les champs, portant le même équipement de protection qu'eux, détruisant des bombes comme eux.

Mais nous travaillons ensemble en tant qu'équipe de femmes. Nous partageons des choses que nous ne partagerions pas avec des collègues masculins.

Nous faisons bien ce que nous faisons et nous montrons que les femmes peuvent effectuer n'importe quelle sorte de travail. »

Leur travail minutieux est devenu une nécessité, il y a cinq ans, après qu'Israël eut arrosé de bombes à fragmentation le Sud-Liban avec une telle envergure que l'ONU a condamné cet acte comme une « violation flagrante du droit international ».

Le combat a commencé en juillet 2006 quand le Hezbollah, le groupe armé islamique qui avait terrorisé Israël avec des attaques de missiles, a franchi un pas de plus et dressé une embûche contre une patrouille israélienne, tuant deux soldats et kidnappant deux autres. À la mi-août, des discussions de cessez-le-feu étaient en cours. Mais l'assaut final d'Israël, 72 heures avant la paix le 14 août, a consisté à lancer pas moins de quatre millions de petites bombes à fragmentation sur le Sud-Liban. Les bombes à fragmentation éclatent à mi-air et dégagent de petites bombes qu'un impact est censé faire exploser.

Mais beaucoup de celles qui ont été lancées sur le Liban n'ont pas explosé, restant au sol comme des mines terrestres pouvant exploser à tout moment. L'équipe de femmes travaille en tandem avec d'autres équipes de chercheurs, le tout coordonné par l'armée libanaise, pour nettoyer le matériel non explosé qui jonche encore la campagne.

« Les femmes sont plus patientes que les hommes, a dit Zein. C'est pourquoi nous faisons bien ce travail. Nous travaillons plus lentement – et nous sommes peut-être un peu plus effrayées que les hommes. »

Quel que soit le sexe de ceux qui cherchent dans les broussailles, le risque est toujours le même – un mouvement inconsidéré et ils peuvent perdre une jambe. Le jour précédent, un chercheur d'une autre équipe de déminage a été blessé, ce qui a rappelé à tous et à toutes le danger de ce boulot.

C'est pour de bonnes raisons que chacun(e) a son groupe sanguin brodé sur sa veste.

« Mes gosses s'inquiètent toujours pour moi, surtout hier quand ils ont entendu parler de l'accident, dit Abeer Asaad, une membre de l'équipe, mère de cinq filles. Elles m'ont demandé hier de quitter le boulot. Elles ont eu si peur. »

« J'étais sans emploi quand j'ai appris que le NPA recrutait des femmes pour une équipe de déminage et j'ai posé ma candidature sans le dire à personne, pas même à mon mari. Quand il l'a découvert, il ne voulait pas que je le fasse. J'avais peur aussi. Rien que d'entendre le mot "bombe", on a déjà peur. Mais quand j'ai commencé à travailler, cela a été différent, surtout si on est prudent tout le temps et qu'on suit les règles. On doit être attentif(ve) et se concentrer quand on est dans un champ, et on doit examiner le sol lentement », explique-t-elle.

Zein aussi a dit que sa famille n'a commencé à accepter son boulot qu'après qu'elle eut été quatre ans dans les champs. « J'ai été professeure d'anglais pendant huit ans. J'avais envie d'un changement, et ceci ne pouvait pas être plus différent que d'enseigner. Ma famille, bien sûr, était inquiète, mais maintenant elle me demande chaque jour combien de bombes à fragmentation j'ai trouvé et combien j'en ai détruit. »

Elle est la seule femme à avoir reçu une formation pour détruire des explosifs et, à la fin de la journée, elle fait exploser les petites bombes qu'elles ont trouvées. « Je suis si heureuse quand on les trouve et que je peux exécuter ce pour quoi j'ai été formée », a-t-elle souligné.

Elles ont trouvé 38 petites bombes dans le champ dans lequel elles travaillent depuis mai, et deux sur la route allant au site, que des véhicules utilisent tous les jours. D'autres personnes, qui se sont trouvées aussi près de petites bombes, n'ont pas eu autant de chance. Il y a eu environ 400 victimes, dont 50 morts, depuis 2006.

C'est un an après la guerre que Rasha Zayyoun s'est retrouvée sur la liste des victimes.

La vie était redevenue normale pour la jeune fille, alors âgée de 17 ans, et sa famille, après la dévastation de l'été précédent. Son père avait ramené à la maison, pour qu'elle le nettoie, un boisseau de thym qu'il avait récolté, mais aucun des deux n'avait remarqué une petite bombe cachée dans les feuilles. En commençant à travailler, ses doigts ont touché l'engin, et pensant que c'était une saleté, elle l'a jeté de côté. En atteignant le sol, il a explosé. Rasha a perdu la jambe gauche en dessous du genou. « C'était si douloureux, c'était de la torture, a-t-elle dit dans la maison familiale du village de Maarakeh où elle essaie de se faire une vie comme couturière.

Maintenant, j'ai une prothèse, mais je ne peux marcher avec que quelques minutes. »

Des histoires comme celle de Rasha sont ce qui fait chanter et danser Assaad quand elle trouve une petite bombe. « J'ai le sentiment d'avoir sauvé une vie, dit-elle, rayonnante. Quand je trouve une bombe à fragmentation et que je l'enlève, elle ne fera plus de victimes. Ce sentiment est indescriptible. »

« Nous sentons que nous faisons quelque chose pour le Liban, dit Zein.

Nous permettons aux enfants de jouer en sécurité dans les champs et aux paysans de retourner dans leurs champs afin de gagner de l'argent pour leurs familles. »

Le Liban essaie de convaincre plus de pays de signer un traité international pour interdire les bombes à fragmentation, et, le mois prochain, il accueille une convention internationale pour promouvoir la cause.

Mais pendant que le débat sur l'usage de bombes à fragmentation se poursuit, pour les femmes de l'équipe 4 du NPA, une autre journée se termine. À 15h, avec une température supérieure à 40°, les femmes emballent leur matériel, le placent dans une camionnette et retournent dans leur famille.

Zein compte leurs réalisations de la journée : 330 mètres carrés nettoyés, une petite bombe à fragmentation trouvée et détruite, toute l'équipe rentrée indemne. Cela a été une bonne journée, mais il reste 18 mètres carrés encore à nettoyer, il y en a encore beaucoup plus à trouver avant que leur boulot ne soit terminé.

[http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/719866/%3C%3C+The\\_Guardian+%3E%3E\\_se\\_pe\\_nche\\_sur\\_les\\_femmes\\_qui\\_debarrassent\\_le\\_Liban\\_des\\_bombes\\_a\\_fragmentation.html](http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/719866/%3C%3C+The_Guardian+%3E%3E_se_pe_nche_sur_les_femmes_qui_debarrassent_le_Liban_des_bombes_a_fragmentation.html)

-----

-----

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19